

Allemagne et allemands : défis d'aujourd'hui et de demain



Berlin le 3 octobre 1990 lors de la réunification

Le 3 octobre dernier, était fêté en Allemagne pour la vingt-neuvième fois le Jour de l'Unité allemande (« Tag der Deutschen Einheit »), notion forte pour ce pays qui se vit longtemps divisé à la fois socialement et politiquement. Cet anniversaire est pourtant aujourd'hui mal vécu par certains Allemands qui ne se sentent plus vraiment unis et qui cherchent en ce jour spécial à exprimer leurs avis concernant la situation sociale du pays. C'est dans ce contexte que le quotidien français *Le Monde* a donné la parole à une écrivaine allemande et à un spécialiste français de l'Allemagne dans deux tribunes parues le 3 octobre 2019, jour même de la fête nationale.

Dans sa tribune traduite de l'allemand par Frédéric Joly, l'écrivaine et journaliste Jana Hensel, originaire d'Allemagne de l'Est (Leipzig), auteure notamment d'un récit de son enfance est-allemande (qui fut un best-seller en Allemagne), émet une critique de l'actuelle situation sociale en Allemagne et traite par la même occasion la question de l'unité au sein du pays. Pour elle, c'est surtout la « manière de fêter ce jour-là », avec une « bonne humeur forcée », qui n'est pas acceptable. En effet, elle rappelle qu'avec chaque scrutin régional ou national, l'AfD, le parti populiste d'extrême-droite, obtient des scores de plus en plus élevés et devient peu à peu un « parti de première importance dans tous les Länder de l'ancienne Allemagne de l'Est ». Les citoyens de ces régions voteraient donc massivement contre le système démocratique pour lequel ils étaient « descendus dans la rue à l'automne 1989 ».

Pour Jana Hensel, ce phénomène s'expliquerait par le fait que la réussite de « l'unité allemande est restée une affaire regardant uniquement les Allemands de l'Est ». Leurs compatriotes de l'Ouest ont certes financé la reconstruction des nouveaux Länder dont ils ont également fourni toutes les nouvelles élites. Mais seuls les Allemands de l'Est devaient surmonter le choc psychologique et social de l'adaptation. La sous-représentation permanente des Allemands de l'Est dans les élites nationales - à l'exception notable d'Angela Merkel -

serait liée aux « stéréotypes négatifs, aux clichés et aux préjugés ». Une situation presque comparable à celle des réfugiés, remarque l'auteure, dont l'intégration à la société est « souvent envisagée comme étant de leur seule responsabilité ».

D'un point de vue historique, il est effectivement certain que les « itinéraires de vie » est- et ouest-allemands tout au long des années 90 ont été très différents en raison de la politique menée après la réunification, qui prônait une unité monétaire alors populaire parmi les Allemands de l'Est qui ne songeaient pas aux conséquences que cela pourrait avoir sur l'économie dans leurs régions. Résultat, presque 80 % des Allemands de l'Est virent leur emploi disparaître au cours de cette décennie, et 3 millions d'entre eux (essentiellement des jeunes et des femmes) firent le choix de rejoindre l'autre moitié du pays. Et cela se voit toujours aujourd'hui. Faute de nouvelles générations, « l'ex-Allemagne de l'Est se révèle dramatiquement affaiblie, vieillie et masculinisée », et elle est vue, comparée à l'Ouest, comme « un espace pour l'essentiel désindustrialisé ».

Selon cette écrivaine, durant les trente années passées depuis la chute du Mur, cet effondrement aura été plus ou moins passé sous silence parce que les « médias envisagent le pays réunifié en adoptant une perspective très ouest-allemande », tandis que les Allemands de l'Est qui « jetaient un regard critique sur le processus de réunification étaient accusés de se plaindre sans cesse ».

Malgré l'amélioration de la situation économique dans la plupart des anciennes familles est-allemandes depuis 1989, « l'ascenseur social n'a pas fonctionné pour la majorité d'entre-elles » et ce processus de réunification « ne se révéla une aubaine que pour une minorité ».

C'est donc dans ce contexte que l'on assiste à un phénomène où, dans ces régions, des gens aujourd'hui âgés de 25 à 40 ans qui n'ont pas ou peu de souvenirs de la RDA et qui ont étudié en Allemagne de l'Ouest ou bien à l'étranger « se ressentent de nouveau Est-Allemands », mettant ainsi à mal le sentiment d'unité et accentuant une « certaine morosité » qui domine en Allemagne.

Il y a effectivement « une série de difficultés » auxquelles le pays est confronté, et « les années à venir ne seront manifestement pas aussi favorables à l'Allemagne et à ses habitants que les dix années passées », souligne de son côté Étienne François, professeur émérite d'Histoire à Paris-1-Panthéon-Sorbonne et à l'université libre de Berlin, mais aussi spécialiste de l'Allemagne et de son histoire. Pour lui, « la plus grande économie de l'Union européenne fera face à un contexte beaucoup moins favorable au cours des prochaines années » et devra relever de nombreux défis afin de maintenir sa trajectoire passée.

Sur le plan politique, il y a en premier lieu « l'usure au niveau fédéral » d'une grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates qui souffre en grande partie de l'usure du SPD (parti social-démocrate) combinée à la non-représentation aux prochaines élections de la chancelière Angela Merkel en poste depuis 2005. Cela laisse actuellement le pays dans « l'impossibilité de prévoir ce que sera la nouvelle majorité politique ». Autre défi, la continuelle montée du parti d'extrême droite AfD qui récolte selon les derniers sondages 14 % des voix au niveau national, contre 15 % pour le SPD.

En matière économique, les choses ne vont pas non plus pour le mieux, car on assiste au début « d'une récession économique avec les retards technologiques de l'industrie, l'insuffisance notoire d'investissements d'avenir, l'incapacité de l'Allemagne à tenir ses engagements de réduction de la pollution, ou encore l'hostilité de nombre d'Allemands à l'égard de la politique de la Banque centrale européenne, perçue comme une attaque contre l'épargne si essentielle pour eux ».

Comme l'écrivaine est-allemande, Etienne François évoque la « résurgence du clivage et de l'inégalité entre l'ancienne RFA et l'ancienne RDA ainsi que l'aggravation des contrastes entre régions favorisées et régions marginalisées », ce qui contribue grandement à l'apparition du sentiment de morosité dont parle Jana Hensel. Parallèlement, poursuit Etienne François, il persiste dans le pays une certaine méfiance d'une bonne moitié de la population à l'égard des immigrés et réfugiés, ce qui évidemment n'arrange pas le climat social.

Enfin, en matière de politique étrangère, « l'Allemagne doit faire face à la crainte du Brexit et à la méfiance envers les pays d'Europe du Sud et d'Europe centrale et orientale », sans oublier les acteurs mondiaux majeurs actuels comme le Russie, la Chine ou la Turquie, voire les États-Unis dont l'actuel président « dérouté les Allemands ».

Toutes ces difficultés ne devraient cependant pas occulter les multiples atouts que possède l'Allemagne et qui peuvent faire rebondir le pays à tout moment, souligne Etienne François. En effet le pays compte la population la plus nombreuse de toute l'Union Européenne avec près de 83 millions d'habitants qui rendent l'économie allemande « de loin la plus puissante de l'union ». L'Allemagne est en outre le premier ou deuxième exportateur du monde, ce qui contribue à la solidité des dépenses publiques et de l'équilibre budgétaire, qui restent une préoccupation primordiale.

Le pays dispose sur le plan politique d'une « culture profondément démocratique et consensuelle » qui pourrait amener à un futur recul de l'AfD mais pas de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et de l'Union chrétienne-sociale bavaroise (CSU) qui resteraient des partis « au rôle déterminant dans la vie politique des Länder et des communes », estime l'auteur. De même, il souligne la souplesse de la société allemande (comparée à la société française par exemple) en matière de cogestion syndicale dans les entreprises ou d'intégration des immigrés. « L'Allemagne est devenue un vrai pays d'immigration où un quart des habitants possèdent des origines étrangères ».

Au niveau européen, « Berlin peut se réjouir de la nomination d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission », car elle est une dirigeante politique à la fois déterminée et expérimentée qui est très proche d'Angela Merkel et possède les mêmes convictions européennes.

Parallèlement, « d'importants liens commerciaux ont été tissés avec la Chine, pour qui l'Allemagne et l'UE sont pratiquement identiques et où un cinquième de la production automobile allemande est exportée ».

Autres aspects positifs, « la prise de conscience actuelle par l'opinion publique de la nécessité d'arriver enfin à réaliser la transition énergétique », ou bien la volonté de relever les défis dans des domaines comme le transport ou la recherche avec des investissements à la hauteur de ceux-ci. Il faudrait alors évidemment que l'Allemagne opère « des réformes en profondeur ».

Bref, l'Allemagne doit « oser », conclut Étienne François. Oser faire de nouvelles coalitions politiques, « s'engager réellement à diminuer les inégalités socio-économiques et régionales », ne plus « donner de leçons » aux autres pays européens et développer à la place une meilleure compréhension de leur situation. Prendre du recul aussi vis-à-vis du toujours présent « mirage américain », afin de s'engager plus fortement et avec plus de cran dans une réelle défense et promotion de l'Union européenne. Accepter enfin que soit accentuée la solidarité entre ses membres afin que l'excédent commercial des uns ne se fasse pas au détriment des autres. Tout cela, l'Allemagne doit l'entreprendre selon l'auteur afin de relever les défis d'aujourd'hui et de demain.

Alexandre SCHÜTZ (1^{ère} 10), le 31 octobre 2019